

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
PALIPEHUTU - FNL**



UBUGABO BURIHABWA

**SECRETARIAT NATIONAL
A L'INFORMATION**

**Monsieur Le Président du
CONSEIL DE SECURITE DE L'O.N.U**

OBJET : MEMORANDUM

No. Réf. 002/PLPHT-FNL/SNI/01

D'aucuns se trompent largement sur l'origine des conflits sanglants, qui sévissent dans la région des Grands-Lacs. Au fur et à mesure que les années passent, les langues se délient et des analyses objectives sont menées pour en savoir plus sur cette situation catastrophique.

Dans le souci permanent de faire triompher la vérité, le PALIPEHUTU-FNL invite la Communauté internationale à revoir ses approches du problème ethnique interlacustre. Inconsciemment ou délibérément, toute partialité émanant de l'opinion internationale sur ce sujet peut, à la longue, entraîner plus de dégâts qu'on ne le croit ! Voici la raison d'être de certaines appréhensions :

Au départ, il y a deux foyers de tension, interethniques, à savoir le Rwanda et le Burundi. Dans ces deux petits Etats d'Afrique centrale, règne depuis des siècles, un ordre sociopolitique contrenature. L'ethnie minoritaire tutsi qui se reconnaît telle veut, de nos jours, perpétuer le système féodal du Moyen-Age. Ceci se constate dans tous les secteurs de la vie nationale où les Hutu majoritaires ne disposent d'aucun pouvoir de décision. Ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone, lorsqu'ils ne sont pas purement et simplement taxés d'étrangers.

Depuis les années 60, des Hutu clairvoyants ont élevé la voix pour qu'il y ait une justice de plus en plus égalitaire dans la gestion des affaires de l'Etat. Nous avons appris quel a été leur triste sort ! Accusés de conspiration contre le pouvoir minoritaire, ils ont été froidement exécutés : qui tués à la balle et à la baïonnette, qui enterrés vivants, qui ensachés et noyés, qui écartelés, qui empalés... L'ONU, l'OUA et les autres instances internationales ont toujours été informées de cette tragédie, mais elles ont choisi de se ranger du côté de l'opresseur. En effet, comment peut-on encore se contenter des formules administratives d'usage pour condamner des crimes sans nom, au lieu de chercher des moyens efficaces pour les réprimer ? Voilà où on en est avec la Communauté internationale, qui ne cesse de louer les efforts des gouvernements criminels, « dans la recherche d'une paix durable pour leurs peuples ». Soutenus et encouragés par ceux qui devaient les ramener à la raison, ces dirigeants sans scrupules étendent alors leur système-violence et affinent leurs méthodes dictatoriales.

Dans de telles conditions où les injustices sociales culminent en violations massives des droits humains, il n'y a pas moyen d'envisager la mise en application d'un projet de société quelconque, encore moins l'éclosion des valeurs démocratiques !

Il y a environ une décennie que les nouvelles générations hutu ont refusé énergiquement les humiliations et les atrocités d'un pouvoir minoritaire, auxquelles ont été soumis leurs ascendants. Il faut souligner que, mis de côté les instruments traditionnels de la domination de la minorité tutsi, en l'occurrence la vache et la femme, il s'est ajouté un autre plus perfectionné et plus moderne : il s'agit de l'armée. Ethnisée et politisée à outrance, cette machine de destruction et du désordre est devenue le dernier rempart d'un régime criminocratique en pleine décadence, la rébellion armée hutu trouve son origine justement dans le refus catégorique d'être ravalé au rang des sous-hommes. En s'imprégnant de l'art militaire et du maniement des armes, la jeunesse hutu a réussi à pénétrer le dernier secret de l'usurpateur. Pris de court par la réaction rapide d'un peuple qui ne veut plus être mené à l'abattoir, les responsables civils et militaires tutsi comptables de la mauvaise gestion de ce pays depuis 40 ans, ont vite crié au génocide ! L'opinion internationale n'ayant pas analysé le problème à fond, elle s'est laissée prendre au piège des incendiaires-pompier. Qu'en est-il au juste ?

Il faut d'abord rappeler que dès les années 60, les Tutsi, alors seigneurs et maîtres dans la région des Grands-Lacs, voient leur autorité déstabilisée et craignent que les Hutu ne la leur reprennent après le départ du colonisateur. Par la suite, ils ont mis par écrit ce qu'ils pratiquaient depuis des siècles à l'encontre des Hutu, en publiant le manifeste de NYAMITABA. Ce document contenant des directives rédigées en 18 points date du 6 août 1962, et a été découvert au Nord-Kivu en octobre 1966. Cette lettre constitue en somme, un plan de colonisation des pays des Grands-Lacs par les Tutsi. C'est ce que l'on désigne par le « PLAN ELEPHANT » ou le « PLAN DE L'EMPIRE HIMA ». Quoique l'authenticité de ce document n'ait jamais été démontrée, les événements survenus ces derniers temps ont prouvé à suffisance que ce projet prétentieux, figure toujours sur la liste des priorités politiques et stratégiques des Tutsi.

La guérilla menée par le tutsi-hima MUSEVENU en Ouganda (février 1981-janvier 1986) a été soutenue moralement et matériellement par son congénère BAGAZA, alors dictateur à la tête de l'Etat du Burundi. Une fois installé au trône à KAMPALA, MUSEVENU a cherché à convaincre les Angloaméricains de le soutenir à instaurer une « vraie démocratie à l'africaine ». La guerre du Rwanda quant à elle (octobre 1990-juillet 1994), parrainée par l'Ouganda, n'échappera pas aux sympathies angloaméricaines qui l'ont justifiée devant le concert des Nations. Lorsqu'en 1991, les nationalistes-indépendantistes (Erythréens, Tigréens et Oromo) chassent Mengistu du pouvoir, l'Occident croit alors à l'avènement d'une nouvelle génération d'hommes politiques, capables de bien conduire leurs peuples.

Soucieux de concrétiser le plan de domination évoqué précédemment la coalition ougando-rwando-burundaise a envahi l'ex-Zaïre sous couvert de « raisons sécuritaires ». Avec le temps, même les naïfs ont compris que seuls l'expansionnisme et l'appât du gain ont motivé cette guerre qui était perdue d'avance. En effet, dans l'histoire des conquêtes, très peu de stratèges ont réussi l'exportation des conflits internes.

Dès 1996 à 2001, ces conquistadores des Grands-Lacs ont montré ce dont ils étaient capables : massacres sélectifs des peuples bantou, pillages systématiques des richesses du sol et du sous-sol, destruction de l'environnement, ... Le tableau est hallucinant. Etant donné que les profits réalisés sur ce commerce illégal sont très énormes, le désengagement des conquérants conformément aux accords de LUSAKA signés en juillet 1999, sera partiel pour ne pas dire impossible. Il y aura toujours l'une ou l'autre raison pour rester.

Les bailleurs de fonds qui ont délié leurs bourses croyant encourager la démocratie et la bonne gouvernance, de la corne de l'Afrique aux Grands-Lacs, ont compris assez tardivement qu'ils s'étaient trompés de chemin. En effet, de l'Erythrée au Burundi, en passant par l'Ethiopie, l'Ouganda, le Rwanda et l'Est de la RDC, on assiste à l'implantation des dictatures monstrueuses et tentaculaires dont le seul but est la défense et la protection des intérêts oligarchiques. En étendant le conflit ethnique sur l'ensemble de la région des Grands-Lacs, les armées expansionnistes tutsi ont provoqué la création spontanée des alliances géopolitiques et géostratégiques, de sorte que le problème hutu-tutsi est devenu pour le moment bantou-nilotique. De la côte indienne à la côte atlantique, de la corne de l'Afrique via le Centre jusqu'au Sud, la vision du conflit est ainsi intériorisée. On comprend aisément ce que cela peut entraîner, à long terme, comme conséquences heureuses ou fâcheuses pour l'Afrique subsaharienne.

Après avoir résumé le panorama du conflit hutu-tutsi dans les Grands-Lacs, il est bon de revenir au Burundi en proie à la guerre civile depuis huit ans. A l'origine de ce conflit armé, se trouve l'instinct dominateur d'une ethnie minoritaire dont la main-mise est perceptible dans tous les secteurs de la vie nationale. Cet égocentrisme séculaire a toujours fait l'objet de camouflage de la part des détenteurs du pouvoir, que même les « spécialistes » du Burundi et de la région des Grands-Lacs n'ont pas su détecter le piège à temps. En affirmant dans leurs écrits que les Burundais ont toujours vécu en symbiose, c'est méconnaître totalement l'histoire du pays. Ceci est néanmoins compréhensible dans

la mesure où les informateurs sont désignés et orientés par les autorités administratives, dont le rôle essentiel est de leurrer l'opinion nationale et internationale. Il y a toutefois lieu d'espérer qu'un jour, le passé de notre patrie soit réhabilité, pour que personne n'oublie !

Dans le souci de ne pas reprendre ce qui a été déjà dit, nous allons d'abord montrer le rôle joué par les régimes successifs dans le renforcement des injustices sociales, ensuite parler de la raison d'être du PALIPEHUTU-FNL et enfin, formuler des propositions pour sortir définitivement de la crise.

1. De la monarchie à la république

Contrairement à ce qui a été généralement répandu comme quoi sous la monarchie, les composantes ethniques du pays vivaient en bons termes, nous disons que c'est une propagande éhontée des historiens à la solde du pouvoir, qui ont l'obsession de redorer l'image d'un passé sans gloire. En effet, si tout allait bien dans le meilleur des mondes, comment expliquer l'extermination totale des clans entiers, la spoliation et le bannissement ? Tout cela parce que les populations osaient dire non à l'oppression ! Ce qui est sûr, c'est que sous la monarchie, les Hutu et les Twa étaient corvéables et taillables à merci.

Entre 1959 et 1966, il y a eu une lutte politique où les règles du jeu n'ont jamais été respectées. Des assassinats politico-ethniques vont devenir monnaie courante. Le prince RWAGASORE est tué le 13/10/1961, ensuite c'est le tour des syndicalistes hutu de KAMENGE qui sont massacrés en janvier 1962. Suivront l'aumônier de l'armée Mgr GIHIMBARE Gabriel (Hutu) assassiné en décembre 1964. Il était supposé pouvoir remplacer Mgr GRAULS. Sa mort est restée mystérieuse jusqu'à ce jour. Quant au 1^{er} ministre NGENDANDUMWE Pierre, il sera abattu par des extrémistes tutsi le 15/01/1965. A partir de cette année-là, l'impunité s'installe déjà car, les assassins de NZENDANDUMWE (hutu) ne seront pas inquiétés, alors que ceux de RWAGASORE ont été exécutés. Parmi ces tueurs à gages, il y en a qui courent toujours et se la coulent douce !

La 1^{ère} République (1966-1976) instaure une dictature militaire dès novembre 1966. Quelques 18 mois auparavant, l'intelligentsia hutu (militaires et civils) avait été massacrée par l'armée dans des circonstances très obscures. Le crime lui imputé était d'avoir osé réclamer le pouvoir qu'elle venait pourtant de gagner par les élections législatives de mai 1965. Les politiciens véreux tutsi ont vite simulé un coup d'Etat contre le roi, afin de justifier le nettoyage ethnique des Hutu qu'ils appelaient aisément des « régicides » (ABAMENJA). Des milliers de hutu vont être égorgés, d'autres exilés. En 1968, un intellectuel hutu alors ministre de l'information (le Commandant NDAYAHOZE Martin), dénonce le plan SIMBANANYE ou plan de l'équilibre numérique (extermination des hutu jusqu'à ramener leur niveau démographique à celui des tutsi) dans son rapport politique No.93/100 CAB/68. En 1969, le régime met à mort des intellectuels hutu (civils et militaires) c'était le 22 décembre. Accusés de complot, ils

furent exécutés sans jugement. En 1971, des tutsi BANYARUGURU (du Centre et du Nord) tentent de prendre le pouvoir. Appréhendés, ils seront vite élargis suite à la pression intérieure et extérieure sur le régime de BUJUMBURA. Ce fut encore une fois la manifestation flagrante d'une justice de deux poids et deux mesures, mais aussi le triomphe de l'impunité.

En 1972, ce fut le summum de la cruauté. Plus de 500.000 hutu vont succomber aux atrocités du régime minoritaire tutsi appuyé par une armée aux couleurs déjà monoethniques. Le plan SIMBANANIYE, quoique minutieusement appliqué, n'a pas pu atteindre pleinement son objectif. Un grand nombre de rescapés va prendre le chemin de l'exil s'ajoutant ainsi aux réfugiés de 1965. Depuis, les mouvements migratoires des hutu n'ont cessé, craignant pour leur vie, car le seul droit qu'ils pouvaient invoquer était de ne pas en avoir. Ce calvaire des hutu n'arrête de s'allonger jusqu'à ce jour. A l'époque, la version gouvernementale était qu'au Burundi il n'y avait pas d'ethnies mais des Barundi. Seuls les tutsi pouvaient parler de la politique du pays sans s'inquiéter de quoi que ce soit, alors que les hutu vivaient dans la hantise permanente de se voir en geôle ou assassinés tout court, sans trop savoir pourquoi. Il faut avoir à cœur que les délateurs étaient très actifs pour surveiller et dénoncer les hutu instruits qui, d'office portaient l'étiquette de divisionnistes.

La 2^{ème} République (1976-1987) qui fut une révolution de palais, ne s'est pas du tout écartée de la tradition militaire héritée de la 1^{ère} République. Le nouveau pouvoir s'est employé à raffiner les méthodes d'oppression et de répression contre les Hutu. C'est ici qu'est situé ce que l'on a appelé le génocide intellectuel dirigé contre les hutu, sans oublier les arrestations arbitraires, les tortures et les empoisonnements dans les prisons, la poursuite et l'élimination des opposants hutu à l'intérieur comme à l'étranger, l'exclusion des hutu des affaires de l'Etat...

La 3^{ème} République (1987-1993) ou Buyoya I, qui est le résultat d'un mécontentement plutôt d'ordre clanique que politique, va multiplier des provocations à l'endroit des hutu en vue d'opérer des massacres à grande échelle. Les événements de NTEGA-MARANGARA (août 1988) ayant mal tourné pour le gouvernement minoritaire tutsi, celui-ci va se tirer d'embarras en associant quelques hutu au pouvoir. Cette fois-ci, quelques tabous commencent à tomber :

- Le gouvernement reconnaît officiellement que le problème ethnique entre hutu et tutsi est réel. Désormais, l'usage public des mots hutu, tutsi et twa est toléré.
- Le coup de fouet donné par les FNL en ouvrant le feu sur BUJUMBURA le 23/11/1991, a fortement terni l'image héroïque du fier guerrier tutsi, invincible et invulnérable. En effet, la propagande tutsi avait toujours terrorisé le hutu en le tenant à l'écart du maniement des armes à feu. Habitué à égorger des civils hutu ligotés, les militaires tutsi ont compris depuis ce jour, que les mentalités avaient complètement changé, que leur bravoure et leur invulnérabilité étaient de façade. Dorénavant, ils avaient en face un adversaire de taille.

Le pluralisme politique qui fut accepté à contrecœur allait montrer quelques temps après, que les populations en avaient assez avec la dictature qui les rançonnait par des slogans d'unité, jamais, concrétisés nulle part. L'éjection de BUYOYA du fauteuil présidentiel par les élections démocratiques de juin 1993, en est une preuve tangible.

La contestation des élections gagnées par l'opposition hutu, a été orchestrée par les caciques de l'UPRONA nostalgiques du passé, l'armée et les milieux étudiants. Ces gens bénéficiaires des privilèges légaux et illégaux, partisans du statu quo, parlaient d'élections ethniques et non démocratiques.

Le putsch sanglant du 21/10/1993 a une fois de plus prouvé que seule l'armée monoethnique tutsi fait la pluie et le beau temps dans ce pays. Le carnage des populations civiles qui en a suivi est connu de tous. L'armée gouvernementale en est responsable et doit endosser ces bavures. Profitant du vide institutionnel à la tête de l'Etat, les tutsi ont accusé les hutu au pouvoir d'incapacité de gouverner.

De 1994 à 1996 ce fut une période tragique où les Burundais n'ont pas pu cacher leur vraie nature. La disparition du président NTARYAMIRA Cyprien, la convention de gouvernement, les journées villes-mortes, les massacres programmés des parlementaires, ministres et hauts cadres hutu ; les tueries à l'Université et dans les Ecoles secondaires, l'épuration ethnique des quartiers de la capitale, les expéditions punitives meurtrières à l'intérieur du pays, le difficile règne de NTIBANTUNGANYA,... eurent lieu à cette époque. Les hommes politiques burundais avaient entretemps initié des pourparlers de paix à l'extérieur du pays.

Lorsque BUYOYA revient de force au pouvoir le 25/07/1996, les négociateurs en sont à MWANZA III. Suivront Sant'Egidio au mois de mars 1997 et enfin ARUSHA depuis 1998. Le partenariat politique intérieur, la dislocation des partis politiques en deux ailes, la création de la convergence nationale pour la paix et la réconciliation, tels sont certains des actes posés par BUYOYA dans le but de couper court avec ARUSHA. En 1999 (septembre-octobre), il y eut une grande offensive contre la rébellion armée. Tous les moyens (logistiques et humains) avaient été réunis afin de bouter l'«ennemi» en dehors du territoire national. Certains hauts gradés de l'armée parlaient même de « derniers moyens ». Cette action aussi inutile qu'inefficace, a été accompagnée par le regroupement des populations de BUJUMBURA-RURAL dans des camps de concentration baptisés par le pouvoir « sites de protection ». Malgré la création de ce vide humain, la rébellion hutu n'a pas été vaincue par l'armée régulière. Des milliers de paysans trouvèrent la mort dans ces camps à cause de la faim et de la maladie. Des femmes et des jeunes filles furent violées par les militaires gouvernementaux reconnus séropositifs. Ceux-ci se vantaient d'avoir trouvé une arme qui tue sûrement sans faire aucun bruit, entendez l'inoculation du virus VIH. D'autres crimes (tortures, disparitions humiliations de toutes sortes) étaient régulièrement commis contre ces populations stockées qui, par endroits, servaient de bouclier humain.

Bousculé par la pression de la Communauté internationale, le gouvernement promet de démanteler ces camps à travers tout le pays. Cette opération qui a commencé en juin 2000

n'ira pas plus loin car le pouvoir va la limiter aux seuls camps situés près de la ville, lesquels étaient accessibles aux observateurs étrangers.

Ce qui signifie que ces camps de la mort existent toujours à travers toutes les provinces du pays. Quant à la commission de l'ONU qui persiste et signe comme quoi ces camps ont tous été démolis, elle n'a qu'à revoir ses informations.

L'accord de paix pour le Burundi signé à ARUSHA le 28 août 2000 ne semble pas engager les signataires, dans la mesure où ceux-ci ont bâti cet édifice sur le sable mouvant. Parce que les non-dits sont toujours vivaces, certains ont préféré signer un texte vidé de toute sa substance plutôt que perdre un semblant de pouvoir ; alors que d'autres ont dû émettre des réserves avant d'apposer leur signature. Les uns et les autres croyaient défendre leurs intérêts individuels, mais ils peuvent déjà déchanter car la mise en application de l'Accord n'est pas pour demain.

L'après ARUSHA piétine, des alliances politiques sans lendemain se nouent et se dénouent, bref c'est le statu quo qui règne au niveau du paysage politique burundais. BUYOYA II qui avait promis, il y a cinq ans, la paix et la sécurité pour tous, a plutôt enfoncé le pays dans le gouffre. Soupçonné d'avoir commandité le coup d'Etat de 1993 – accusation non encore démentie – le major-président s'est enfermé dans un bunker solitaire où il rumine l'amertume de son échec politique cuisant, surtout que son « idéal » d'unité nationale n'a pas du tout tenu car mal parti. Il s'est alors entouré d'une mafia politico-militaire afin de renforcer la protection et la couverture mutuelles, face aux exigences judiciaires nationales et internationales. La position actuelle du gouvernement est que personne au monde ne peut initier le processus de paix pour en être écarté ensuite. En d'autres mots, le gouvernement va ouvrir ses portes pour laisser entrer les autres partenaires. Pourtant, on ne voit aucun mérite de ce gouvernement pour qu'il ne cède pas la place aux autres !

Alors que le pays tout entier sombre dans une crise politique et économique sans précédent, l'armée resserre l'étau autour des populations hutu qu'elle écrase au su et au vu de tout le monde. La même soldatesque applique la politique de la terre brûlée par destruction et pillages systématiques des biens de la population (habitations et plantations).

2. La raison d'être du PALIPEHUTU-FNL et sa position sur différents points contenus dans l'Accord d'ARUSHA signé le 28/08/2000

Depuis sa naissance le 18 avril 1980, le PALIPEHUTU-FNL n'a cessé de dénoncer les injustices sociales que la minorité tutsi a toujours fait subir à la majorité hutu. La dénomination n'a rien à voir avec l'exclusion des autres composantes ethniques du pays. Seulement, il était nécessaire de montrer exactement laquelle des trois ethnies du Burundi subissait le plus les tares de la mauvaise gestion administrative. Dans sa lutte pour recouvrer les droits des exclus, notre organisation n'a jamais oublié tous les autres opprimés, quelle que soit leur appartenance ethnique.

Nous refusons donc la propagande gouvernementale qui présente notre parti comme étant tribaliste, ethnique, extrémiste et exclusif. S'il en était ainsi, nous aurions pu choisir une autre appellation pour satisfaire le mauvais pouvoir que nous combattons. Nous ne l'avons pas fait, parce que notre idéologie qui est axée sur la démocratie anthropocentrique n'exclut personne. Par ailleurs, il existe des partis politiques au Burundi avec des dénominations « en ordre », mais qui réellement sont claniques et ethniques. Le PALIPEHUTU-FNL, fidèle à lui-même, ne peut pas jouer une telle tragi-comédie !

Pour être plus concret, notre organisation n'est ni la « bande à Baader », ni les « Brigades rouges », ni « terroriste-génocidaire », ni « Force négative ». Nous avons pris les armes parce que nous avons dit non à l'oppression et à l'extermination. Nous tenons à recouvrer notre droit d'existence et de citoyenneté qui par ailleurs, ne se négocie pas. Ceci doit être compris une fois pour toutes !

Le PALIPEHUTU-FNL est un mouvement de libération comme tant d'autres et qui lutte contre une dictature politico-militaire de la minorité tutsi. Personne ne peut comprendre comment la Communauté internationale, tout en reconnaissant qu'au Burundi règne une mauvaise gouvernance, traite avec très peu d'égard des citoyens honnêtes prêts à révolutionner les mœurs socio-politiques, en vue de promouvoir des lois saines qui protègent tout le monde. Espérons qu'avec le temps, il y aura révision d'attitude et de considération à ce sujet.

2.1. Position du PALIPEHUTU-FNL sur différents points contenus dans l'Accord d'ARUSHA signé le 28 août 2000

2.1.1. De l'armée

Il est de notoriété publique que l'armée burundaise est majoritairement tutsi, de sorte que dire qu'elle est monoethnique il n'y a pas d'erreur. Sa hiérarchie est structurée sur base ethnique, et les quelques hutu que l'on expose pour la carte de visite sont soit troupiers ou rarement sous-officiers. Cette armée s'est rendue, depuis 40 ans, championne des violations des droits humains dont le droit à la vie. Agissant en toute impunité, elle se place au-dessus de la loi, fait et défait les gouvernements, récompense les courtisans et châtie les insoumis. Alliée à quelques civils hutu et tutsi acquis à sa cause de pérenniser l'injustice sociale dans le pays, cette armada sans foi ni loi détourne les fonds publics qu'elle convertit dans les affaires. Tous les criminels et les repris de justice tutsi se placent sous la protection de cette armée qui, elle-même regorge d'assassins. Comme on le voit bien, le pouvoir politique est entre les mains d'une dictature militaire de la minorité. En un mot, le problème numéro un au Burundi c'est l'armée monoethnique et tout ce qu'elle implique.

2.1.2. Du génocide

Selon la Convention sur le génocide de l'ONU du 9 décembre 1948, en son article II, 6 : « Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel :

- Meurtre de membres du groupe
 - Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
 - Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction totale ou partielle ;
 - Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
 - Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe » .
- (Alfred GROSSER, Le Crime et la Mémoire, Flammarion, 1989, page 46).

A ce sujet, quelques difficultés de taille se présentent cependant :

- 1) Le recours de plus en plus fréquent au terme génocide ;
- 2) La non-précision du texte de l'ONU de comment déceler l'intention ;
- 3) A partir de quel chiffre, la difficulté à préciser la volonté non seulement de tuer mais d'exterminer.

Sans trop verser dans une rhétorique sans objet, le PALIPEHUTU-FNL sait très bien que les relations internationales sont toujours soumises aux pressions des lobbies et des alliances de toutes natures. C'est exactement ce qui s'est passé au Burundi où le pouvoir

tyrannique minoritaire, grâce à son accès aux enceintes de la prestigieuse institution planétaire (ONU), est parvenu à couvrir ses propres crimes contre l'humanité, en accusant la majorité hutu de génocidaire. En cela, le Burundi a emboîté le pas au Rwanda qui a réussi la même manipulation de l'opinion internationale. Pourtant, ce n'est plus un secret, le FPR n'a pas moins tué que les autres.

Les génocides et les crimes contre l'humanité font souvent l'objet d'embargo, à cause des intérêts des Etats et des organismes internationaux. Leur reconnaissance peut, la plupart de fois, être retardée ou refusée tout court. Certains parlent souvent du nazisme avec l'holocauste juif, tout en oubliant que d'autres génocides ont failli passer sous silence faute de lobbies. Il s'agit du génocide contre les Hereros en 1904 par les Allemands, celui des Arméniens par les Ottomans en 1915-1916, le pogrom ukrainien contre les Juifs en 1919, le génocide contre les Hutu par les Tutsi au Burundi en 1965, 1972, 1988, 1991, 1993 à nos jours ; le massacre au Paraguay des Indiens Aché avant 1974, le massacre auquel les Khmers rouges se sont livrés au Kampuchea entre 1975 et 1978, le massacre des Baha'is par les Iraniens....

La liste pourrait s'allonger, mais nous préférons nous en arrêter là. L'opinion générale avance l'idée que les seuls génocides reconnus dans l'histoire de l'humanité sont au nombre de trois : les Juifs, les Arméniens et les Tutsi du Rwanda (1994). Cette vision des choses ne se défend pas, car le vingtième siècle à lui seul peut témoigner de plus de 15 génocides sans parler de génocides coloniaux, d'après-guerre et d'après empire, post coloniaux, post révolutionnaires, de conquêtes,...

Le PALIPEHUTU-FNL affirme que s'il faut parler de génocide au Burundi en particulier et dans la région des Grands-Lacs en général, il faut y regarder plus de deux fois. Pour attirer l'attention et la sympathie de l'extérieur, les tutsi vont jusqu'à réclamer le statut de juifs africains (on ignore si le sort des Fallachas d'Ethiopie leur plaît), probablement parce qu'Israël est de tradition guerrière et qu'il a subi le génocide. De la sorte, ils peuvent avoir des alliés dans le monde, notamment les USA et d'autres puissances occidentales. C'est ainsi que les armées expansionnistes tutsi des Grands-Lacs ont tissé une solidarité négative avec celles de la corne de l'Afrique, d'où la volonté affichée de fomenter des troubles partout et d'exporter la guerre chez les voisins. Les peuples qui leur résistent sont littéralement décimés (génocide). De 1993 à 2001, 5,000,000 hutu et peuples bantou apparentés ont été massacrés au Burundi, au Rwanda et en RDC. Parce que ces tueries n'ont pas été médiatisées, elles n'ont pas eu lieu. C'est très simpliste ! Tout ce que nous souhaitons c'est que les responsabilités soient établies sans parti pris. Concernant le Burundi, il faut que le rapport Whitaker adopté par la Résolution du 29 août 1985 sous le code E/CN4/SUB2/1985/6 soit remis à jour et diffusé. C'est le meilleur moyen d'aider les Burundi à assumer leur histoire tout en luttant contre l'impunité.

Pour le PALIPEHUTU-FNL, il est mieux de dire qu'au Burundi il y a eu des génocides et non un génocide. Ceci est valable pour toute la région des Grands-Lacs. Se servir de ce concept comme un fonds de commerce ne peut mener nulle part. Les coupables, quelle que soit leur ethnie, doivent être identifiés et punis selon la loi. C'est la seule voie d'assainir la société.

2.1.3 De la démocratie et bonne gouvernance

Il ne peut jamais y avoir de démocratie et bonne gouvernance dans un pays où la loi, même si elle existe, n'est pas respectée. Or, le Burundi a ratifié toute une panoplie de conventions internationales qui n'ont pas encore été mises en application.

Notre parti souhaite mettre fin à cet état de choses. Il faut créer un arsenal de lois saines susceptibles de favoriser l'épanouissement du citoyen. Aussi croyons-nous que la démocratie et la bonne gouvernance doivent suivre la révolution et non la précéder. Ce serait de la pure démagogie !

2.1.4. De la majorité et de la minorité

La position de notre organisation est très claire là-dessus. Ce qui n'est pas accepté ailleurs ne doit pas l'être chez nous. Que ce soit aux USA, au Royaume-Uni ou en France, on n'a jamais vu une minorité contrôler tous les secteurs de la vie nationale. On dirait que le Burundi constitue une planète à part, parce qu'il échappe aux lois qui régissent d'autres sociétés.

Le PALIPEHUTU-FNL n'ignore pas les lois internationales qui protègent les minorités, mais cela n'autorise pas à l'empiètement des droits de la majorité. Nous sommes convaincus que dans un système démocratique moderne, il y a des acquis à ne pas oublier ou minimiser. Il s'agit du suffrage universel direct basé sur le principe « un homme, une voix », de l'égalité des chances, du respect des droits humains, ... Ceci n'est que possible là où le pouvoir est l'émanation du peuple.

2.1.5. De la reconstruction et du développement

Le PALIPEHUTU-FNL pense que, logiquement, la reconstruction se fait après la guerre. Que le gouvernement demande de l'aide extérieure en ce sens, nous voyons que c'est une façon de détourner les fonds à des fins militaires. Il appartient aux donateurs et aux bailleurs de fonds de suivre de près l'utilisation des aides.

Des délégations gouvernementales se sont rendues ces derniers jours dans les pays hébergeant les réfugiés burundais, les invitant à rentrer chez eux. Notre parti a vite conclu à des manœuvres d'attirer la manne financière étrangère car, la cause qui a été à l'origine de l'exil de ces gens étant toujours présente, on comprend mal pourquoi ils se hâteraient de revenir. La Communauté internationale devrait surveiller cette politique de rapatriement qui n'offre aucune garantie de sécurité.

2.1.6. De l'assistance humanitaire

Le PALIPEHUTU-FNL a toujours encouragé et soutient les organisations humanitaires qui soulagent les souffrances des sinistrés de guerre dans ce pays. Pour nous, les sinistrés sont des humains avant d'être classés en hutu, twa et tutsi. Ce sont des Burundi.

Ainsi, nous réfutons les allégations du gouvernement comme quoi notre mouvement serait contre l'assistance humanitaire. Ce qui est vrai c'est que le pouvoir en place accuse souvent les ONG de nourrir des populations qui soutiennent la rébellion armée hutu. D'où l'armée gouvernementale tire de temps en temps sur les convois humanitaires, afin de créer une confusion générale et démontrer la haine de la rébellion hutu à l'endroit des expatriés.

Tous ceux qui aident et assistent les populations burundaises en danger sont les bienvenus. Une précision cependant. Etant donné que les armes à feu pullulent dans ce pays, chaque fois qu'il y a une bavure, il faut une enquête approfondie afin de désigner les coupables. De toutes façons le mal ne viendra pas de nous. Nos éléments sont suffisamment disciplinés et contrôlés.

Le contexte de guerre où vit le pays, explique la précarité des conditions sécuritaires. Pour qui connaît le Burundi, c'est dans des situations pareilles que se créent des lobbies de maffioso aux intérêts politico-financiers diversifiés. Manipulés par les hautes sphères du pouvoir politico-militaire, ils sont capables de tous les coups. Les expatriés qui viennent au Burundi sans être informés suffisamment là-dessus, sont souvent victimes de leur attitude ambiguë vis-à-vis du problème burundo-burundais. Comme les humanitaires sont des témoins gênants des méfaits du système, ils deviennent des cibles privilégiées de l'armée et des milices pro-gouvernementales. L'assassinat des humanitaires en province CIBITOKÉ au mois de mai 1996 et MUZYÉ (RUTANA) le 12 octobre 1999, est à situer dans ce cadre. C'est ça le Burundi tant loué par la Communauté internationale, en ce qui concerne le déploiement des efforts dans la recherche de la réconciliation nationale.

3. Propositions pour sortir définitivement de la crise

Le constat amer que tout le monde peut faire actuellement, c'est l'impossible mise en application des Accords d'ARUSHA. Pourquoi? Parce que simplement si le gouvernement criminel en place cède, il s'expose aux poursuites judiciaires nationales et internationales. Il faut alors gagner du temps et au besoin provoquer des catastrophes.

Le PALIPEHUTU-FNL voudrait donner des propositions, qui pourraient aider à résoudre définitivement le problème burundais.

- 1) Casser le plus vite possible, le mythe de l'impunité. Tout burundais coupable de génocide ou de crime contre l'humanité devrait être arrêté et conduit au Tribunal Pénal International. Ceci concernerait les civils comme les militaires. Ainsi, on affaiblirait les solidarités négatives nationales et internationales.
- 2) Stopper toute coopération technique et militaire avec un régime dictatorial qui ne fait que broyer les citoyens. Une fois isolé, ce régime peut revenir à la raison et se plier aux règles démocratiques.
- 3) Soutenir moralement et matériellement les mouvements de libération qui luttent contre la dictature en place.

Nous pensons que si les trois propositions sont entendues et mises en application, ce serait le début sûr de la résolution du problème burundo-burundais et partant, celle de toute la région des Grands-Lacs.

Il est vrai que même si l'armée gouvernementale triplait son arsenal actuel, elle ne parviendra jamais à venir à bout de la rébellion. Ça, c'est un fait. Au lieu d'appuyer une dictature sanguinaire, la Communauté internationale doit revoir ses normes de coopération.

Le PALIPEHUTU-FNL est prêt à cohabiter avec tout le monde. Son objectif pour le moment est de faire tomber le mauvais système socio-politique, fossoyeur du peuple. Ceci dit, notre organisation reste disponible pour un dialogue franc et honnête. Elle rappelle à cette occasion les préalables posés, avant d'entamer les négociations avec le pouvoir :

- 1) Démanteler tous les camps de regroupement ;
- 2) Reconnaître officiellement le PALIPEHUTU-FNL ;
- 3) Dissoudre les chambres criminelles ;
- 4) Dissoudre les milices et les désarmer en même temps que les populations civiles ;
- 5) Libération immédiate des prisonniers politiques ;
- 6) Retour des militaires gouvernementaux dans les casernes reconnues.

Le PALIPEHUTU-FNL doute néanmoins de la bonne foi du régime militaire-dictatorial quant à ses intentions réelles de rechercher la paix, tout en privilégiant la guerre. Si négocier la paix signifie augmenter le budget de l'Etat en vue de grossir l'arsenal militaire, cela nous arrange doublement. Premièrement, au cas où ces gens ne comprendraient que le langage des armes, ils seront plus que satisfaits. Deuxièmement, augmenter et moderniser l'armement nous permet de nous approvisionner très facilement.

Nous estimons que les armes meurtrières qui sont aux mains de la minorité, ne peuvent que la desservir à long terme. En effet, elle ne remplit pas toutes les conditions pour gagner la guerre. Cette minorité risque de préparer sa propre disparition car, lorsqu'elle

sera fatiguée, elle rendra ses armes aux autres qui auront longuement attendu leur tour.
Que la Communauté internationale prenne ses responsabilités et tranche !

La paix oui, mais par des discussions directes et raisonnables.

Le PALIPEHUTU-FNL estime que le temps perdu par les négociateurs burundais dans des arguties inutiles, doit les pousser à tirer les leçons de l'échec qu'ils ont connu. Le diktat ethnico-militaire peut céder si tout le monde le dénonce, y compris la Communauté internationale.

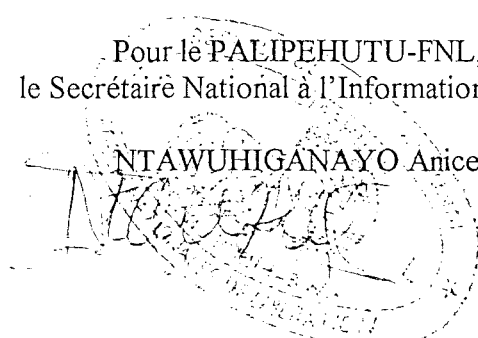
Le PALIPEHUTU-FNL de son côté, s'est engagé à combattre énergiquement cette mauvaise conception du pouvoir, et il compte y parvenir avec tous ceux qui ont dit non à l'oppression.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Fait à BUJUMBURA, le 08/05/2001

Pour le PALIPEHUTU-FNL,
le Secrétaire National à l'Information,

NTAWUHIGANAYO Anicet

A circular stamp with a textured border is positioned over the signature. The stamp contains the name 'NTAWUHIGANAYO' at the top and 'ANICET' at the bottom. The signature 'NTAWUHIGANAYO Anicet' is written in cursive across the stamp.